



# Assemblée générale

Distr. générale  
22 décembre 2018  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-treizième session

Points 135 et 146 de l'ordre du jour

### **Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies**

### **Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne**

### **Rapport de la Cinquième Commission**

*Rapporteur* : M. Hicham **Oussihamou** (Maroc)

## **I. Introduction**

1. À sa 3<sup>e</sup> séance plénière, le 21 septembre 2018, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-treizième session les questions intitulées « Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies » et « Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne », et de les renvoyer à la Cinquième Commission.

2. La Cinquième Commission a examiné la question à ses 2<sup>e</sup> et 26<sup>e</sup> séances, les 10 octobre et 22 décembre 2018. Les déclarations et observations faites au cours des débats sont consignées dans les comptes rendus analytiques correspondants<sup>1</sup>.

3. Pour l'examen de ces questions, la Commission était saisie des documents suivants :

a) Le rapport du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit sur ses activités durant la période du 1<sup>er</sup> août 2017 au 31 juillet 2018 ([A/73/304](#)) ;

b) Le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur ses activités pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018 ([A/73/324 \(Part I\)](#) et [A/73/324 \(Part I\)/Add.1](#)).

---

<sup>1</sup> [A/C.5/73/SR.2](#) et [A/C.5/73/SR.26](#).



## II. Examen du projet de résolution [A/C.5/73/L.13](#)

4. À sa 26<sup>e</sup> séance, le 22 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne » ([A/C.5/73/L.13](#)), déposé par son président à l'issue de consultations coordonnées par le représentant de la Suède.

5. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution [A/C.5/73/L.13](#) sans le mettre aux voix (voir par. 6).

### III. Recommandation de la Cinquième Commission

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

#### Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne

*L'Assemblée générale,*

##### I

##### Activités du Bureau des services de contrôle interne

*Rappelant* ses résolutions 48/218 B du 29 juillet 1994, 54/244 du 23 décembre 1999, 59/272 du 23 décembre 2004, 60/259 du 8 mai 2006, 63/265 du 24 décembre 2008, 64/232 du 22 décembre 2009, 64/263 du 29 mars 2010, 65/250 du 24 décembre 2010, 66/236 du 24 décembre 2011, 67/258 du 12 avril 2013, 68/21 du 4 décembre 2013, 69/252 et 69/253 du 29 décembre 2014, 70/111 du 14 décembre 2015, 71/7 du 27 octobre 2016 et 72/18 du 1<sup>er</sup> décembre 2017,

*Ayant examiné* le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur ses activités pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018<sup>1</sup>,

1. *Réaffirme* que c'est à elle qu'il incombe au premier chef d'examiner les rapports qui lui sont présentés et de prendre les décisions qu'ils appellent ;

2. *Réaffirme également* le rôle de contrôle qui est le sien et celui qui revient à la Cinquième Commission en matière administrative et budgétaire ;

3. *Réaffirme en outre* que les mécanismes de contrôle interne et externe sont indépendants et ont des rôles distincts et différents ;

4. *Est consciente* que les organes de contrôle, dont le Bureau des services de contrôle interne du Secrétariat, fonctionnent de manière indépendante et concourent notablement à l'amélioration de l'efficacité, de la transparence et du respect du principe de responsabilité dans l'Organisation ;

5. Engage le Bureau des services de contrôle interne à poursuivre les efforts qu'il déploie pour renforcer ses fonctions d'audit, d'investigation, d'inspection et d'évaluation ;

6. *Rappelle* que le Bureau des services de contrôle interne exerce ses fonctions de contrôle interne de façon indépendante, sous l'autorité du Secrétaire général, conformément aux résolutions pertinentes ;

7. *Réaffirme* l'indépendance opérationnelle du Bureau, souligne que son indépendance et son objectivité sont essentielles en ce qu'elles garantissent le caractère crédible, factuel et impartial des fonctions de contrôle interne dont il s'acquitte, et réaffirme qu'il est habilité à prendre toute mesure qu'il juge nécessaire à l'exercice de ses fonctions de contrôle ;

8. Engage les organes de contrôle interne et externe de l'Organisation des Nations Unies à coopérer davantage entre eux, notamment à tenir des séances communes de planification des travaux, sans préjudice de l'indépendance de chacun ;

9. *Prie* le Secrétaire général de continuer à favoriser une coordination et une collaboration véritables en ce qui concerne les fonctions d'audit, d'évaluation et

<sup>1</sup> A/73/324 (Part I) et A/73/324 (Part I)/Add.1.

d'investigation du Bureau, afin que celui-ci s'acquitte de sa fonction de contrôle de manière intégrée, en gardant à l'esprit l'indépendance opérationnelle du Bureau ;

10. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que le Bureau continue de faire figurer dans ses rapports annuels une brève description de tout facteur portant atteinte à son indépendance ;

11. *Prend note* du rapport du Bureau des services de contrôle interne sur ses activités pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018<sup>1</sup> ;

12. *Prie* le Secrétaire général de porter toutes les résolutions ayant trait aux activités du Bureau à l'attention des directeurs de programme concernés ;

13. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que toutes les résolutions pertinentes, y compris celles qui portent sur les questions transversales, soient portées à l'attention des directeurs de programme concernés, et à ce que le Bureau en tienne compte lui aussi dans la conduite de ses activités ;

14. *Prend note avec préoccupation* de l'état d'application des recommandations formulées par le Bureau et prie le Secrétaire général de donner suite à celles qui ont été formulées à plusieurs reprises et n'ont pas encore été appliquées ;

15. *Prie* le Secrétaire général de continuer de veiller à ce que les recommandations du Bureau qui ont été acceptées, y compris celles qui portent sur les mécanismes de responsabilisation, les économies, le recouvrement de sommes indûment versées, l'efficacité et l'efficience organisationnelles et d'autres améliorations, soient intégralement appliquées dans les meilleurs délais, et de présenter des justifications détaillées dans les cas où les recommandations du Bureau ne sont pas acceptées ;

16. *Demande* au Secrétaire général de tirer parti des compétences spécialisées du Bureau dans le cadre du processus de réforme en cours, selon que de besoin, en donnant suite aux recommandations pertinentes formulées par celui-ci ;

17. *Se félicite* des efforts et des progrès qu'a faits le Bureau pour réduire le nombre de postes vacants et prie le Secrétaire général de continuer de tout faire pour pourvoir les postes encore vacants, en particulier à la Division des investigations et dans les missions, conformément aux dispositions régissant le recrutement à l'Organisation, ainsi que de pérenniser les progrès accomplis jusqu'à présent ;

18. *Engage* le Bureau à faire davantage porter ses efforts, selon qu'il conviendra, sur les audits de performance et accueille avec satisfaction ce qu'il fait pour évaluer la part de ses rapports traitant de ces audits ;

19. *Engage également* le Bureau à continuer de faire figurer dans ses rapports annuels une analyse des tendances générales et des problèmes stratégiques concernant le contrôle interne dans l'Organisation, ainsi qu'un bilan de l'application de toutes les recommandations d'importance critique, en tenant compte de la catégorie de risque, de la date butoir fixée pour l'application et du bureau responsable de l'application ;

20. *Constate avec satisfaction* que la Division de l'audit interne continue de privilégier une approche fondée sur les risques et un plan de travail qui font une large place à l'efficacité, à l'efficience, à la gouvernance et au contrôle, et aux enquêtes sur les cas de fraude potentiels ;

21. *Note* que le Bureau a vocation à enregistrer et à centraliser les allégations de fraude et de corruption au Secrétariat et l'engage à entendre l'appel lancé en faveur d'une plus grande systématisation du signalement et de l'enregistrement de toute forme de manquement, dans le cadre de la redynamisation de l'action qui est menée

pour renforcer et professionnaliser les mécanismes chargés des enquêtes dans le système des Nations Unies ;

22. *Prend acte avec satisfaction* de ce que fait le Bureau pour promouvoir la politique de tolérance zéro de l'Organisation face à la fraude, à la corruption, au harcèlement sexuel et à l'exploitation et aux atteintes sexuelles, et des mesures prises à cet égard, telles que la constitution d'une équipe spécialisée dans les enquêtes sur les plaintes pour harcèlement sexuel et l'adoption d'une procédure de traitement de ces plaintes, ainsi que la formulation de principes et de directives uniformisés visant à améliorer la conduite des enquêtes sur les cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles par l'adoption d'une approche centrée sur les victimes en réponse aux cas présumés signalés dans l'ensemble du système des Nations Unies ;

23. *Prend en considération* le niveau élevé de risque inhérent aux activités d'achat de l'Organisation et engage le Bureau à redoubler d'attention en ce qui concerne le contrôle dans ce domaine et à lui faire rapport à ce sujet tous les deux ans, parallèlement au rapport correspondant du Secrétaire général ;

24. *Engage* la haute direction de l'Organisation à diriger activement dans tous les bureaux les mesures prises dans le domaine de la gestion du risque institutionnel et demande à l'Administration d'élaborer un plan de mise en œuvre détaillé de tous les éléments de la gestion du risque institutionnel, qui arrête un calendrier précis spécifiant les étapes clefs et précise les objectifs à atteindre, les ressources nécessaires et le mécanisme de responsabilité applicable ;

25. *Encourage* le Bureau à prendre des mesures supplémentaires pour intensifier ses activités d'audit dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies en cours de clôture ;

26. *Réaffirme* que le Comité des commissaires aux comptes et le Corps commun d'inspection continueront de recevoir tous les rapports du Bureau, et demande que ceux-ci soient fournis dans le mois qui suit leur mise au point définitive ;

## II

### Activités du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit

*Rappelant* ses résolutions [61/275](#) du 29 juin 2007 et [64/263](#), la section II de sa résolution [66/236](#), la section II de sa résolution [67/258](#), la section II de sa résolution [68/21](#), la section II de sa résolution [69/252](#), la section II de sa résolution [70/111](#), la section II de sa résolution [71/7](#) et la section II de sa résolution [72/18](#),

*Ayant examiné* le rapport du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit sur ses activités pour la période allant du 1<sup>er</sup> août 2017 au 31 juillet 2018<sup>2</sup>,

1. *Prend note avec satisfaction* des travaux du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit ;

2. *Réaffirme* le mandat du Comité, énoncé dans l'annexe de sa résolution [61/275](#) ;

3. *Fait siennes* les observations, remarques et recommandations que le Comité a formulées aux paragraphes 16, 19, 23, 25, 32, 35, 40, 42, 46, 52, 59, 60, 62, 65, 68, 70, 74, 81, 84, 87, 93, 94, 98 et 104 de son rapport ;

4. *Invite* le Comité à continuer de s'intéresser à l'indépendance opérationnelle du Bureau, notamment en ce qui concerne les questions budgétaires ;

<sup>2</sup> [A/73/304](#).

5. *Engage* le Comité à poursuivre, selon que de besoin, les consultations avec l'ensemble des entités de l'Organisation des Nations Unies.

---